

Les Normes internationales des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI) sont publiées par l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI). Pour plus de renseignements visitez le site [www.issai.org](http://www.issai.org)

INTOSAI



# *Avant-propos*

## *ISSAI 5210*

INTOSAI PROFESSIONAL STANDARDS COMMITTEE

---

PSC-SECRETARIAT

RIGSREVISIONEN • LANDGREVEN 4 • P.O. Box 9009 • 1022 COPENHAGEN K • DENMARK  
TEL.:+45 3392 8400 • FAX:+45 3311 0415 •E-MAIL: INFO@RIGSREVISIONEN.DK

# INTOSAI



INTOSAI General Secretariat - RECHNUNGSHOF  
(Austrian Court of Audit)  
DAMPFSCHIFFSTRASSE 2  
A-1033 VIENNA  
AUSTRIA

Tel.: ++43 (1) 711 71 • Fax: ++43 (1) 718 09 69

E-MAIL: [intosai@rechnungshof.gv.at](mailto:intosai@rechnungshof.gv.at);  
WORLD WIDE WEB: <http://www.intosai.org>

## **Préface**

*par Sir John Bourn Contrôleur et Vérificateur Général du Royaume-Uni  
Président du Groupe de travail sur le contrôle de la privatisation*

Quand j'ai été prié en 1993 d'assumer la présidence du nouveau Groupe de travail de l'INTOSAI sur le contrôle de la privatisation, les ISC étaient très conscientes des changements radicaux se produisant dans tant de nos pays dans le rôle du gouvernement et dans les rapports entre les gouvernements et leurs citoyens. Ces changements fondamentaux impliquant une nouvelle délimitation entre les secteurs public et privé ont représenté aussi un défi majeur pour les ISC qui avaient à moderniser leurs méthodes de travail pour assurer la justification de l'emploi des fonds par l'Etat envers les citoyens et les corps représentatifs.

Cinq ans plus tard, cet engagement de la part des membres de l'INTOSAI de développer leurs méthodes de contrôle et leurs compétences professionnelles se traduit par les contributions faites par tant d'ISC au sein du Groupe de travail lui-même et dans de nombreuses réunions et séminaires de l'INTOSAI aux directives sur le contrôle de la privatisation établies dans ce document.

Les directives exploitent nos expériences dans une diversité d'économies à tous les stades de développement. Elles indiquent pourquoi le vérificateur a besoin d'examiner ces ventes et d'en informer et donnent des conseils pratiques sur la manière de le faire. Elles n'essaient pas de fournir des réponses à toute question qui pourrait être posée, non en dernier lieu parce que les types de la privatisation se développent en permanence. Mais je crois que ces recommandations présenteront un avantage durable pour toutes les ISC et aussi pour les organes de l'Etat que nous essayons d'aider dans leurs efforts déployés en vue d'obtenir la meilleure valeur pour le contribuable.

*John Bourn*

*Montevideo*

*Novembre 1998*